

Entretien avec Daniel Cordier

Propos recueillis par Paul-Marie de La Gorce
« Entretien avec Daniel Cordier », *Espoir* n°135, juin 2003

A la mémoire d'Edmond Michelet, « esprit ouvert, cœur généreux, compagnon fidèle. »

Pourquoi avez-vous choisi, à Londres, de revenir en France, d'être parachuté, d'accomplir des missions dans la Résistance intérieure ?

Parce que mes camarades et moi souhaitions combattre les Allemands et qu'en Angleterre, nous étions sur une voie de garage.

En juillet 1940, de Gaulle, pour constituer les FFL, avait regroupé à Aldeshot près de Londres, les jeunes volontaires évadés de France. Durant l'été 40, nous espérions tous un débarquement en Angleterre pour *tuer du Boche* et nous venger. Après avoir fait nos "classes", le général de Gaulle nous annonça, en novembre 1940, qu'il avait besoin d'officiers pour encadrer les troupes noires d'AEF. Je fus sélectionné pour suivre un "peloton" d'élèves officiers avec, entre autres, Jacques Bourdis, Yves Guéna... Nos officiers nous avaient promis de partir nous battre en Afrique après nos examens achevés en avril 1941. Les mois passèrent sans aucun départ, notre moral était à zéro. La nuit, nous écrivions des graffitis sur les murs de nos "huts" : "*Nous voulons nous battre*" ! Un jour, mon meilleur ami, François Briant, père blanc, m'annonça qu'il avait pu s'engager dans les "Services Secrets" (BCRA) pour accomplir des missions militaires en France. Bien qu'il ignore leur nature, je le suppliai de me faire engager dans ce service. Il obtint, le jour même, un rendez-vous avec le capitaine Bienvenue, chef du service "Action" du BCRA., qui m'accepta. Avec Briant et une douzaine d'autres volontaires, je suivis, pendant un an, un entraînement polyvalent dans les écoles de *Intelligence Service* : saboteur, radio, officier d'opérations (parachutages d'armes, de personnel, atterrissages clandestins d'avion). En France, selon les nécessités de l'action, nous étions interchangeable, mais nous avions chacun une spécialité : j'étais radio.

Pour que les lecteurs comprennent comment se passait concrètement votre activité de radio, était-ce exclusivement l'envoi et la réception des messages ? Ou bien, y avait-il des contacts avec les autres membres des équipes, ou avec l'entourage de vos chefs. Les déplacements étaient-ils nombreux ? Quel jugement portez-vous sur ceux avec qui vous avez travaillé ?

Avez-vous aujourd'hui une impression d'ensemble sur eux ?

Je ne fus qu'un radio intérimaire lorsque un de mes camarades était arrêté, ou lorsque Jean Moulin séjourna à Londres durant plus d'un mois. En temps normal, il refusait que je prenne ce risque. Or, les risques étaient dévastateurs puisque, sur les dix radios que le BCRA lui envoya, je fus le seul rescapé : neuf furent arrêtés, tous furent déportés et deux abattus par la Gestapo. Détail significatif : Jean Moulin a toujours choisi ses proches collaborateurs militaires parmi les jeunes officiers envoyés par le BCRA. La polémique cite toujours trois de ses collaborateurs du cabinet de Pierre Cot : Manhès, Meunier, Chambeiron, accusés d'être proches des communistes. On passe sous silence l'équipe militaire qu'il constitua grâce à laquelle il contrôlait le fonctionnement réel de la Résistance, c'est-à-dire les liaisons radio avec l'Angleterre, les opérations aériennes et maritimes. Cette garde *prétorienne*, dont les membres avaient entre 20 et 25 ans, n'appartenaient pour la plupart à aucune tendance politique, bien qu'ardents patriotes et nationalistes. Les seuls politiquement engagés étaient

d'extrême-droite : Schmidt (PPF Doriot), Fassin et moi-même (maurassien d'Action française). Pour Moulin, ce n'était pas les convictions politiques qui nous sélectionnaient, mais l'engagement militaire de juin 40. Il avait une raison que j'ai découverte par la suite, et pour laquelle il m'a fait l'honneur de me choisir comme secrétaire. Il y avait autour de lui, parmi ses relations d'avant-guerre, des personnes plus compétentes que moi. Mais, il croyait que les garçons qui avaient tout quitté, en juin 40, pour la guerre à tout va, ne le trahiraient pas. Il eut raison puisque parmi ceux qui furent arrêtés, pas un seul ne céda sous la torture.

Quand avez-vous rencontré Jean Moulin ?

J'ai été parachuté le 26 juillet 1942 à Montluçon. Je l'ai rencontré, à Lyon, le 1^{er} août. Représentant personnel du général de Gaulle, il était en même temps responsable des Agents de la section "Action" du BCRA. Chaque fois qu'un agent était parachuté, il devait le *réceptionner*. Dans mon cas, ce ne fut pas une simple formalité. Il m'invita à dîner.

J'étais à la fois intimidé et intrigué, m'interrogeant sur son grade. Bienvenue m'avait dit qu'il s'appelait "Rex" et qu'il était le représentant du général de Gaulle. Était-il civil ou militaire ? Nous étions tous de jeunes officiers en mission. Ce détail avait donc de l'importance et me tracassait : devais-je me mettre au garde-à-vous ? Qui était-il ? Je ne l'ai jamais su, et l'appris à l'automne 1944 quand sa sœur me révéla son nom et ses fonctions.

Sur quoi votre première conversation a-telle portée ?

C'était un homme simple, sympathique, direct, je dirais même quelqu'un de gentil. Immédiatement, je me suis senti en confiance. Il avait l'âge de mon père. Sa première question : "*Pourquoi avez-vous quitté la France en juin 40 ?*" Je fus étonné tant cela me semblait évident. Il y avait plusieurs raisons. La première était, sans doute, Maurras. Son "*Ah, oui ?*" me fit comprendre qu'il souhaitait une explication. Il posa peu de questions. Il n'en eut pas besoin. Je n'avais pas 22 ans et jusqu'à cette soirée personne ne s'était intéressé à mon *passé* ! Le fait qu'un homme de son âge et de sa fonction soit curieux de mes aventures, comme un parent, encouragea mes confidences. Je lui racontai mon grand-père qui, grand ami de Maurras, dirigeait, à Bordeaux, un journal monarchiste, antirépublicain, antisémite ; mon militantisme de Camelot du Roi, à 17 ans, j'avais fondé, à Bordeaux, le Cercle Charles Maurras ; les banquets où Philippe Henriot (1) nous enflammait et pour lequel j'avais une grande admiration ; les conférences de Darquier de Pellepoix (2) non moins admirable... Tout en mangeant, Moulin écoutait avec attention. A tel point que je me demandais s'il n'était pas, lui aussi, d'Action française ! Quand j'eus fini, il me regarda amicalement et me dit : "*En vous écoutant, je me rends compte de la chance que j'ai d'avoir eu une enfance républicaine*". Par la suite, il ne fit jamais allusion à mes opinions. Puis, il évoqua son enfance avec nostalgie et son père avec admiration. Quand il m'expliqua les campagnes de celui-ci en faveur de l'innocence de Dreyfus, je pensai : "*C'est curieux, il n'a pas l'air de savoir que Dreyfus est coupable*". Je n'ai pas osé le détromper... Malgré la sympathie qu'il manifestait, je sentais bien que je n'étais pas tout à fait à *la hauteur* : à Londres, je ne connaissais personne à l'état-major de la France libre. J'étais conscient que ce n'était pas bon pour mon *standing* ! J'avais connu par hasard Raymond Aron (3) au mois de juillet 1940 à Delville Camp (notre premier camp militaire), nous étions devenus des amis. Vis-à-vis de Moulin, j'essayai ce *joker*. Malheureusement, quand je citai avantageusement son nom, le dîner était fini et il réclamait l'addition.

Vous lui avez dit pourquoi vous aviez adopté un comportement exactement opposé à celui de Maurras, Henriot, Darquier...

En parlant de Maurras, je faisais allusion à des articles du mois de mai 1940 contre un armistice éventuel. J'estime (encore aujourd'hui) que mon refus de l'armistice était dans la logique de sa doctrine nationaliste et germanophobe. Il condamnait Hitler comme la réincarnation du "pangermanisme". C'était notre langage. Telle fut mon éducation. J'étais un hyper nationaliste. Pour moi, la "déesse France" ne pouvait pas être vaincue, puisque le monde avait besoin de son message universel. La débâcle était un accident de l'histoire. Mon départ en 40 fut d'abord le devoir de laver la honte et le réflexe de refuser l'esclavage.

En débarquant en Angleterre, je n'ai pas crié "*Vive la République*". Ma conversion fut lente. En novembre 1941, j'ai écrit dans mon "journal" que Maurras était un traître, mais que sa doctrine sauverait la France. Je n'ai accepté les valeurs républicaines que progressivement au cours de l'hiver 1942-43. En particulier la condamnation de l'antisémitisme qui fut la plus tardive. Il est vrai que sans ma participation à la Résistance et ma fonction proche de Jean Moulin, j'ignore si mon idéal d'aujourd'hui serait le même.

J'ai peur d'y penser.

Et par la suite, de quoi parliez-vous avec Jean Moulin ?

De tout, au gré de l'actualité : la Résistance, le BCRA, la France Libre, c'était le train-train quotidien ; Vichy, les Allemands, c'était notre décor ; la Libération, c'était l'inconnue qui l'obsédait. Dans les *interstices* du travail, il était intarissable sur l'art en général et sur l'art moderne en particulier. Passion qu'il essayait de me faire partager.

Parlait-il politique ?

Surtout à partir de l'automne 1942 où le débarquement en AFN imposa le Politique au premier plan.

Jusqu'à l'essentiel de son action était la constitution d'une Armée secrète. Après le 8 novembre 1942, le Politique, sans effacer le Militaire, passa à l'avant-scène. Plusieurs problèmes devaient être résolus dont le plus urgent : le rétablissement immédiat de la République en Algérie. Sous la III^e République, la loi Tréveneuc de 1872 prévoyait, en cas d'occupation de la France, qu'un gouvernement serait désigné par une Assemblée de délégués des Conseils généraux des départements libérés. Cette loi dont je n'avais jamais entendu parler, garantissait le retour à la légalité institutionnelle. Elle fit l'objet de toutes les conversations durant deux mois (novembre et décembre 1942). Ce problème était imbriqué dans un autre : comment faire gagner de Gaulle contre Darlan, puis contre Giraud, et surtout contre les Américains ? Roosevelt le combattait personnellement et proposait de le nommer Gouverneur de Madagascar !...

Ainsi dès cette époque, on discutait parmi vous de la remise en route des institutions et des lois de la République, à laquelle d'ailleurs s'étaient engagés le général de Gaulle et la France libre dès 1940 alors que l'on en est venu finalement à la constitution du CFLN puis du Gouvernement provisoire avec le général de Gaulle à sa tête.

A l'automne 1942, la presque totalité de l'Empire, bien que libéré, était toujours victime des lois de l'Etat français. Le débarquement l'avait fait basculer contraint et forcé dans le camp de la Résistance, mais les gouverneurs, les chefs de l'armée d'armistice, presque tous pétainistes, condamnaient de Gaulle comme un traître. Comment opposer la légitimité du refus à la "légalité" de la trahison puisque les Alliés avaient choisi, comme compagnon d'armes, l'amiral Darlan qui contrôlait l'administration, la police, l'armée et les territoires ? Menace mortelle pour de Gaulle d'autant plus que, tous, en France, nous croyions que le débarquement s'effectuerait dans la foulée. Jean Moulin comprit immédiatement le danger. Les Américains traiteraient avec Pétain : l'Etat français survivant à la Collaboration. La Résistance, ne possédant à cette époque aucun maquis, son Armée secrète squelettique serait écrasée en même temps que la République.

De Gaulle n'était-il pas fini ? Telle fut notre angoisse. Aujourd'hui nous connaissons la fin de l'histoire, cette crainte paraît incompréhensible et notre doute, sacrilège. Cela s'appelle l'anachronisme.

Vous avez raison de le rappeler, mais vous décrivez ici les préoccupations des chefs de la Résistance. Au-dessous d'eux, on ne connaissait que de Gaulle, on n'imaginait pas que l'Angleterre puisse être contre lui, et personne ne connaissait la loi Tréveneuc.

J'aurais dû vous prévenir au début de notre entretien : lorsque je parle de la "Résistance", j'évoque la *Résistance des chefs*, la seule que j'ai connue de l'intérieur par mes fonctions.

Jean Moulin vous parlait-il du général de Gaulle ?

Dans certaines occasions. Mais c'est le 22 mars 1943, le soir de son retour de Londres, que Moulin me parla longuement du Général et sur un ton inconnu. Il me raconta son dîner, la veille, avec de Gaulle. Disons en simplifiant qu'il était devenu "gaullien". Auparavant il était son Représentant personnel. Ce soir-là, il était convaincu : c'était de Gaulle ou la guerre civile. Il partageait, avec le Général, une même vision de la guerre. En dépit de leur culture différente (pour ne pas dire opposée), ils possédait ce coup d'œil rapide pour comprendre les événements que donnent l'habitude et le goût de l'action. Dès le débarquement du 8 novembre, Moulin, coupé de Londres faute de radio, prit aussitôt l'offensive afin d'imposer aux Alliés la légitimité du Général. Dans le télégramme qu'il leur adressa le 17 novembre 1942, il proclamait : "*Le général de Gaulle chef incontesté de la Résistance française, plus que jamais, groupe derrière lui tout le pays.*" Les télégrammes et les rapports de cette époque durent conforter de Gaulle après l'échec d'Anfa : Moulin, son représentant personnel, qu'il connaissait peu, avait réagi en l'absence d'instructions selon ses principes et sa doctrine. Il n'était pas un "godillot" mais il admirait de Gaulle d'être, en dépit de son milieu, le dernier espoir des républicains.

Dans cette période, il s'agit pour Jean Moulin d'unifier les branches militaires des différents mouvements de la Résistance et de pousser les mouvements de Résistance à s'unir. A partir de là, il a eu comme interlocuteurs principaux les dirigeants des mouvements, Emmanuel d'Astier (4), Henri Frenay (5), Jean-Pierre Lévy (6)... Pouvez-vous nous parler des rapports de Jean Moulin avec eux et notamment de leurs rapports personnels ?

J'ai assisté au jour le jour et par le petit bout de la lorgnette aux relations entre ces hommes. Elles se modifièrent avec le temps. Au début de sa mission, Moulin ne s'appuyait sur aucun appareil, sur aucune institution, c'était un homme seul en dépit d'un ordre de mission signé de

Gaule. Quoi que l'on pense aujourd'hui, ce papier, en janvier 1942, n'était pas un "sésame" pour *coloniser* la Résistance. Toutefois, c'était plus qu'il n'avait besoin pour transformer son ascendant en pouvoir. En outre, il disposait des moyens matériels : radios, armes, argent. Ses relations avec les chefs étaient confiantes. La politique du Général, qu'il appliqua sans état d'âme, les opposa.

Pour comprendre cette politique, revenons au point de départ. En juin 1940, de Gaulle créa la France Libre, à Londres, premier des mouvements de Résistance. Dès le 19 juin, il annonça la couleur : "*Moi, général de Gaulle (.. .), j'ai conscience de parler au nom de la France*". D'une phrase, tout était dit. Durant quatre ans, il prétendit incarner la France. Ce qui, au gré des circonstances, amusait ou irritait les Alliés. Dans la France émiettée, il existait au contraire plusieurs mouvements dans les deux zones. Donc plusieurs chefs entourés de Comités directeurs. Ce pluralisme inévitable explique en partie leur échec. De Gaulle fit de la solitude un "plus". Dès le premier jour, il fixa une doctrine de la Libération et donna au mouvement de la "France Libre" des objectifs précis : rassembler la Nation dans la Résistance ; participer à la guerre aux côtés des Alliés pour être présent à la victoire ; libérer la France ; enfin redonner la parole au peuple français. Il fut d'ailleurs reconnu par les Anglais, "*Chef de tous les Français libres où qu'ils se trouvent (...)*", avec un titre militaire "*Commandant en chef des Forces françaises libres*". La veille de sa rencontre avec Moulin, le 23 octobre 1941, de Gaulle proclama, à l'occasion des attentats, publiquement à la BBC, sa conception des relations avec la Résistance : "*La guerre des Français doit être conduite par ceux qui en ont la charge, c'est-à-dire par moi-même et par le Comité national. Il faut que tous les combattants ceux du dedans comme ceux du dehors, observent exactement la consigne*" (7). Pour lui, la Résistance était une succursale de la France Libre.

Avant de rejoindre Londres, Moulin avait découvert deux chefs de mouvement, leur annonçant son intention de rencontrer de Gaulle. Qu'attendaient-ils de lui ? Lorsque Moulin revint en janvier 1942, leurs vœux furent comblés sur le plan matériel : il rapportait de l'argent, des radios et des armes. Mais cette aide était assortie de directives militaires du Général. Ils se rebiffèrent : au nom de quoi donnait-il des ordres ? Moulin expliqua que la Résistance militaire devait obéir à un chef, qui était de Gaulle. Pour la *Résistance des chefs*, ce fut un choc, une prétention inconcevable. Aujourd'hui que l'on connaît le dessous de ces cartes, nous pouvons les comprendre : tandis qu'ils combattaient en première ligne, dès la première heure, jamais ils n'avaient obtenu un signe, ni le moindre secours du Général. De surcroît, ils estimaient leur légitimité mieux enracinée que celle d'un *émigré*. Le mot était prononcé à voix basse, mais il ne fallait pas les pousser beaucoup pour entendre la rumeur. La prétention du Général de contrôler la Résistance fut ressentie comme une injustice. Pire, une usurpation.

Les difficultés commencèrent ce jour-là, En même temps que les malentendus. D'autant que la *Résistance des chefs* n'avait pas le choix : obéir au Général en devenant les auxiliaires de la France Libre, avec en contrepartie la puissance d'un financement et d'un armement ; ou refuser en végétant sur la touche, sans voix et sans armes. C'est le mérite de Moulin d'avoir soumis des insoumis.

Vous avez dit et écrit vous-même que Moulin ne perdait pas de vue l'estime que méritaient les chefs de la Résistance ; et, de plus il y avait un immense désir d'union qui animait tous les combattants parce que c'était la même cause pour laquelle tous se battaient. C'est ce qui a pesé aussi sur le comportement des chefs. Claude Bourdet (8), le numéro 2 de Combat, a écrit dans

ses souvenirs, que quels qu'aient été les arguments qu'il y avait pour garder la spécificité des mouvements, tout le monde, au fond, désirait l'union.

C'est vrai pour la *Résistance des militants* qui sauvèrent l'unité. Par exemple, en mai 1943, lorsque Henri Frenay décida de rompre avec de Gaulle en conservant ce qu'il estimait être son Armée secrète, l'existence de militants "gaullistes" dans le sens guerrier du mot, fit échouer ce coup de force. Comment aurait-il pu justifier de faire cavalier seul, pour mieux défendre de Gaulle ?

Au-delà des chefs, sentiez-vous chez l'ensemble de ceux et de celles avec lesquels vous étiez en contact des courants dominants ? Vous avez écrit que vous aviez le sentiment que la plupart des militants provenait plutôt de ce qu'on appelle traditionnellement "la gauche". Est-ce que c'était sensible ?

Parmi les chefs et les cadres, toutes les tendances politiques étaient représentées : y compris le centre et la droite. En revanche, les militants de gauche n'étaient peut-être pas plus nombreux que les apolitiques, mais ils étaient mieux organisés et plus dynamiques. Spécialement les communistes. Qu'on le veuille ou non, la droite doctrinale était à Vichy. Était-ce crédible de défendre la "Révolution nationale" au sein de la Résistance, puisqu'elle luttait pour détruire le régime de Vichy ? Les historiens en discutent. Il n'en demeure pas moins qu'à partir de l'automne 1943, l'idéal de gauche (d'égalité, de justice sociale, de solidarité, d'arbitrage international) a "déteint" sur les militants apolitiques ou de la droite libérale. Le programme du CNR en est la preuve.

Les victoires de l'Armée rouge, injustement oubliées aujourd'hui, furent à l'époque notre espérance. Stalingrad fut notre "Verdun". 20 millions de morts pour la liberté sont Russes, pas Américains.

En ce qui me concerne, jusqu'en 1941 mon projet politique d'*avenir* était de remettre le comte de Paris sur le trône des "*quarante rois qui en mille ans firent la France*". Il y a quelques années, à l'occasion de la rédaction de mes Mémoires, j'ai revu quelques-uns de mes camarades de la France Libre. J'ai découvert qu'ils n'avaient pas évolué dans le même sens que moi. A la Libération, j'avais rejoint les militants de gauche, proches des communistes. Je dois cette évolution à mes camarades résistants : Pascal Copeau (9), Yves Farges (10), Roger Vaillant (11)... Outre l'amitié et la confiance nées du danger et de l'espoir partagés, j'ai découvert en les écoutant une autre logique politique, d'autres valeurs, qui sont devenues les miennes. La plupart de mes camarades, qui n'ont pas connu l'expérience de la Résistance, ont conservé les convictions de leur adolescence.

Jean Moulin a reçu du général de Gaulle la mission d'associer les partis et les syndicats à un organisme représentatif de la Résistance intérieure dont les contours ont évolué peu à peu, en fonction des instructions successives. D'autres que lui, auparavant, avaient été chargés de prendre contact avec le monde politique. Cette initiative a suscité de nombreuses discussions avec les mouvements de Résistance. Qu'en disait Jean Moulin lui-même ?

Après avoir écouté votre question, je précise que l'initiative d'intégrer les partis dans la Résistance est un projet socialiste du printemps 1942. Moulin l'avait d'abord refusé en juin 1942.

Il avait, à cette époque, la plus grande méfiance à l'égard des parlementaires de la

III^e République qui, à ses yeux, s'étaient discrédités en juillet 1940 à Vichy. Il ne leur pardonnait pas leur lâcheté face à Pétain. L'ancien préfet s'était tranché la gorge pour refuser le "diktat" des Allemands, mais aucun d'eux n'avait eu le courage (moins périlleux) de monter à la tribune en juillet 1940 pour dire "non" à l'Armistice et à la mise à mort de la République. Il avait déjà exprimé sa méfiance en 1941 à Londres, estimant que de Gaulle attachait trop d'importance aux notables, aux hommes politiques d'avant-guerre, semblant ignorer qu'ils étaient discrédités. Jusqu'en novembre 1942, j'ai entendu de sa part des jugements sévères : les parlementaires n'avaient rien fait pour la Résistance, ils n'avaient rien à y faire. Il considérait la Résistance comme une coalition de patriotes voulant libérer la France *les armes à la main*. Pas un parlementaire n'avait imprimé ou distribué des tracts et des journaux, fait sauter des ponts ou dérailler des trains, participé à l'Armée secrète.

Jusqu'à l'automne 1942, Jean Moulin souhaitait que les Mouvements constituent la relève des Partis afin de renouveler le personnel et les mœurs politiques. Ils possédaient, selon lui, "*la légitimité du sang*". A ses yeux, les hommes qui s'étaient battus pour la liberté avaient le droit, mieux le devoir, de participer à la reconstruction de la République en lui imprimant un élan révolutionnaire. Je me souviens de sa vive réaction au mois de novembre, le jour où je lui apportai l'exemplaire du *Populaire* réclamant la création d'un "Comité politique". Il se plaignit d'une pression inadmissible sur la Résistance.

Le débarquement du 8 novembre 1942 obligea les résistants à battre les cartes pour une nouvelle partie, politique celle-là.

La nécessité de faire appel aux anciens partis pour imposer de Gaulle aux Alliés modifia l'opinion de Moulin. Dans cette opération qui engageait l'avenir de la Nation, il fallait, comme Léon Blum le souhaitait, faire appel à tous les partis, y compris ceux du centre et de la droite, absents de la Résistance.

Au fond, c'est Moulin qui en a pris l'initiative ?

Absolument.

Et cette initiative est allée exactement à la rencontre des instructions qu'il allait recevoir à son deuxième voyage où le général de Gaulle lui a demandé formellement d'associer les partis et les syndicats à un organisme représentatif dont les contours ont été dessinés peu à peu.

Attention. Contrairement à ce que de Gaulle laisse entendre dans ses *Mémoires*, ce n'est pas lui qui eut l'idée du CNR, ce sont les socialistes de l'entourage de Blum au printemps 1942. C'est Christian Pineau (12) qui, le 15 janvier 1943, fut le premier à exposer ce projet au Général, qui l'accepta. Le but, à ce moment-là, était d'entériner la reconstitution des partis. Quelques jours plus tard, après l'échec d'Anfa, de Gaulle fit préparer des directives pour Moulin afin de créer un Comité directeur de la Résistance. Lors de son arrivée à Londres le 15 février 1943, Moulin les modifia de fond en comble afin de donner à ce Comité l'autorité d'une institution représentative. Ce furent les "Nouvelles instructions" que le Général signa le 21 février 1942, prescrivant la création "*dans les plus courts délais possible du Conseil de la Résistance*". Ce n'est qu'à l'automne 1943 qu'il devint le Conseil national de la Résistance (CNR).

Vous avez évoqué l'état d'esprit de Moulin à l'égard des partis politiques, encore très négatif à l'époque où il a repoussé la suggestion du Comité d'action socialiste. Le général de Gaulle

n'était pas dans le même état d'esprit puisqu'il avait, antérieurement déjà, voulu prendre contact avec les hommes politiques.

C'est vrai. Mais de Gaulle souhaitait qu'ils entrent à titre individuel dans le "Comité national français". Comme il souhaitait le faire avec André Philip (13) et Charles Vallin (14). Ce qu'il condamnait, n'était pas l'existence des partis mais leur fonctionnement égoïste et anarchique, cause de l'impuissance de la III^e République.

Tous les chefs de mouvements, si différents aient-ils été, en zone nord comme en zone sud, ont été spontanément hostiles à la participation des syndicats et des anciens partis politiques au futur Conseil national de la Résistance. Leur unanimité était assez significative.

Elle est significative de leurs ambitions. Ils refusaient l'intégration des partis dans la Résistance, parce qu'ils estimaient, comme Moulin, que la mission de celle-ci était la régénération du personnel, des mœurs et des institutions de la République. De Gaulle, le 23 juin 1943, leur avait octroyé une charte politique pour la Libération. La campagne électorale était ouverte. Les mouvements se devaient de publier à leur tour un programme. Frenay, par exemple, publia le sien, en septembre 1942, dans *Combat*, les socialistes en 1943 dans le *Populaire*. Au moment où Moulin proposa aux mouvements (à partir de décembre 1942) d'instituer un Conseil de la Résistance, ils freinèrent des quatre fers parce qu'ils refusaient de *dédouaner* les parlementaires et les partis disqualifiés. L'avenir politique de la France, c'était eux.

Peut-être y avait-il chez eux, le même sentiment que vous évoquiez à propos de Jean Moulin envers les anciens partis politiques et leur discrédit ?

Tout à fait. Ces partis, corrupteurs de la République, n'avaient rien tenté pour la sauver. D'aucune manière, ils n'avaient participé à l'invention de la Résistance. Ils ne méritaient pas d'être repêchés.

Dans vos livres, vous avez expliqué que Pierre Brossolette était hostile à l'appel aux anciens partis parce qu'il pensait que, plus tard, devait apparaître un parti dominant d'orientation travailliste, associant les socialistes et d'autres partis, qui devait être la force politique principale après la guerre. Est-ce que Jean Moulin connaissait cette idée de Pierre Brossolette et qu'en pensait-il ?

Il était proche de sa critique des partis. Quant au projet d'un grand parti, il était trop tôt pour en décider. Il hésitait entre plusieurs formules. Moulin avait conscience comme de Gaulle, que cette guerre était une révolution. Il était partisan, comme lui, d'observer d'abord les forces sociales et politiques rescapées du cataclysme.

Vous comprendrez mieux ce qui sépare Brossolette et Moulin en connaissant leurs itinéraires.

Lorsque Jean Moulin rencontra de Gaulle à l'automne 1941, il lui proposa d'épauler la résistance militaire. Six mois plus tard, Brossolette arrive à Londres, il mentionne à peine la Résistance, mais expose en détail un projet politique pour la Libération : reconstitution de la vie politique autour du général de Gaulle et d'un parti gaulliste dominant. Il attribuait une place aux résidus de la droite nationaliste et de l'extrême gauche, accordant un strapontin au parti communiste dont il estimait le déclin inéluctable. Il jugeait moribonds les partis socialiste et radical, tandis que le PSF de La Rocque devait constituer le *corps central* de cette

nouvelle architecture partisane. En somme, Brossolette propose à de Gaulle, le RPF en *kit*. Le Général, lui, se considérait comme le représentant de la Nation, le gouvernement de la France, la France. Il refusait d'être le chef d'un parti en exil, qui le déguisait en chef de bande. Leitmotiv de ses adversaires de tous poils et des Alliés. Le dessein de Brossolette prouve qu'il ignorait les principes et la doctrine du Général. Il manqua sa cible.

Les travaux universitaires concernant Brossolette ne nous renseignent guère sur ses relations avec de Gaulle. J'attendais des éclaircissements sur quelques étapes de son parcours londonien, dont celui-ci : Brossolette débarque le 28 avril 1942, à une époque où de Gaulle déclare à tue-tête qu'il n'a personne autour de lui. Or Brossolette était *quelqu'un* : chroniqueur radio de grand talent, journaliste brillant du *Populaire*, militant socialiste de renom, enfin homme de grand courage physique et intellectuel. De surcroît connu d'un vaste public ! Gaulliste à tout crin, il était une recrue de choix. On se rappelle que Moulin arrivant à Londres était, lui, un inconnu comme tous les administrateurs et qu'à l'inverse de Brossolette, non seulement il n'était pas gaulliste, mais se méfiait du Général. Malgré tout, les propositions de Moulin répondaient à une attente du Général. Il offrait un plan pour *aujourd'hui*, tandis que Brossolette esquissait une vision du *lendemain*. C'est pourquoi Moulin devint Représentant personnel de De Gaulle et pourquoi Brossolette resta en l'air. Si Passy ne l'avait pas recueilli au BCRA, il serait retourné en France militer dans la Résistance ou aurait rejoint en Afrique une unité combattante. J'ai interrogé le colonel Passy sur ce qui apparaît comme l'échec de Brossolette. Il n'a pas répondu : il avait une fidélité brûlante à l'égard de son adjoint qui fut probablement son seul ami. Objectivement, celui-ci aurait dû être nommé Commissaire national à l'Information ou un poste équivalent. Louis Vallon (15) témoigne d'un Brossolette ulcéré, à l'automne 1942, parce que de Gaulle lui avait promis d'être directeur de son cabinet, et qu'il rentrait d'Egypte avec Palewski occupant la fonction. Ce n'est qu'un témoignage, mais à défaut d'autres renseignements, c'est une indication.

Vous avez écrit que Brossolette était un homme politique alors que Moulin était un homme d'Etat.

C'est mon avis. Cela n'empêcha pas le Général d'utiliser Brossolette au mieux des intérêts de sa politique. Toutefois, après l'arrestation de Moulin, il lui était impossible de remplacer un homme qui symbolisait la fidélité à sa politique par celui qui, quelques mois auparavant, avait saboté ses directives qu'il était chargé d'appliquer. Cette évidence n'explique cependant pas pourquoi Brossolette ne fut pas utilisé à la mesure de son talent lors de son arrivée à Londres.

La mission de mener à bien le projet de Conseil de la Résistance avait été donc née à Moulin et à Passy, secondé par Brossolette.

Moulin et Passy étaient "chefs de mission". Le colonel, ainsi que Moulin, devaient rendre compte "personnellement" à de Gaulle de leur mission. Pas Brossolette. D'ailleurs, les hiérarchies furent modifiées au retour en France de Moulin, en mars 1942, puisqu'il avait rang de "ministre".

Jean Moulin connaissait-il le projet de Brossolette pour l'avenir, son projet de parti dominant ?

Il connut ce projet le 27 novembre 1942, par l'intermédiaire du commandant André Manuel (16) second du BCRA. N'oubliez pas que ce texte avait été rédigé à l'usage du Général mais n'avait pas été mis en *circulation*, et fut archivé avec beaucoup d'autres projets mort-nés.

Brossolette avait tenté d'amorcer la réalisation de son plan en faisant nommer André Philip (socialiste), Commissaire à l'Intérieur et en amenant à Londres, Charles Vallin (PSF), avec l'intention louable de prouver la réalité de l'union nationale autour du Général. Malheureusement ce fut un échec. Américains, Anglais, excités par les ennemis du Général et le groupe socialiste "Jean Jaurès" tirèrent à boulets rouges sur Vallin, hurlant que de Gaulle était un fasciste. A la suite de cette cabale, Brossolette publia, le 27 septembre, dans la *Marseillaise*, un article sur le "Renouveau politique en France", exécutant les anciens partis politiques, et qui devint pour la *Résistance des chefs* une bible, dont on parle encore.

Comme je l'ai dit, Moulin, sans connaître ce texte, était d'accord avec certains des arguments. Appartenant à la même génération, les deux hommes étaient proches par leur parcours politique : laïques, hommes de gauche, partisans du Front populaire, anti-munichois, condamnant le pacte germano-soviétique, résistants gaullistes... C'est après le débarquement en Afrique du Nord que leurs positions divergent. Moulin, homme de terrain, cherche une réponse à la question : comment imposer de Gaulle aux Alliés ? Le projet de Brossolette du 25 avril, qui répondait plutôt à la question : comment imposer de Gaulle aux Français ?, n'interfère pas dans le choix de Moulin en faveur du Conseil de la Résistance. On pourrait dire que ce qui les sépare, est l'évaluation du danger d'un *double pouvoir* au sein de la Résistance ainsi que l'urgence et les moyens de *légitimer* le Général. Moulin estima que de Gaulle, en péril, avait besoin des partis, et qu'en dépit de leur trahison, il devait les utiliser pour vaincre. Ce que Jacques Soustelle traduit ainsi dans ses Mémoires : "*En bref, et c'est peut-être là le dernier mot de toute décision politique, nous n'avions pas le choix*".

Le plus important c'est le choix du général de Gaulle. Et ce choix a été catégoriquement en faveur de la présence des anciens partis et des syndicats dans le futur CNR. Il y a plusieurs interprétations à ce choix : il voulait conforter sa position vis-à-vis des alliés, mais aussi, contrairement à tous les chefs de mouvements, il avait été avant la guerre en contact avec les milieux politiques, de Blum à Reynaud, et il avait peut-être vis-à-vis d'eux un jugement plus nuancé, ou bien, plus simplement, son sens de l'Histoire le conduisait à penser qu'à partir du moment où on en reviendrait à la démocratie, à la République, il y aurait des partis politiques, et que ce n'était pas la peine d'empêcher leur résurgence inévitable.

Lorsque Pineau, le 15 janvier 1943, propose le projet à de Gaulle en lui expliquant que les partis sont déjà reconstitués, ce qui était pour le moins approximatif, le Général accepta le fait accompli pour la raison que vous indiquez. C'est ce que lui avait rappelé Léon Blum dans une lettre : "*Il n'y a pas de démocratie sans partis*". Mais pouvait-on reconstruire la République avec les deux seuls partis véritablement résistants : communiste et socialiste ?

Un mois plus tard, le 15 février, Moulin arrive à Londres. Il démontre au Général que cet organisme est son *joker* : lui seul peut lui apporter la légitimité de chef de la Résistance qui est aussi la légitimité démocratique. Après l'échec d'Anfa, le CNR devient pour de Gaulle une arme dans la difficile négociation pour sa *reconnaissance*. On voit que l'usage de cet organisme évolue par rapport à l'argumentation de Pineau et des socialistes, qui souhaitaient réintroduire seulement une vie démocratique au sein de la Résistance. Contrairement à ce qu'on répète d'un auteur à l'autre, de Gaulle n'a pas *choisi* le projet de Moulin contre celui de Brossolette, puisqu'ils n'avaient pas le même objectif : l'un amorçait la politique de la Libération ; l'autre la solution d'une crise mortelle.

Tous les chefs de mouvements, malgré leurs désaccords avec Jean Moulin, malgré le

sentiment personnel de leurs dirigeants à l'encontre de la présence des partis politiques dans l'organisme représentatif de la Résistance française, tous ont soutenu le général de Gaulle contre les pressions des alliés et des autorités d'Alger.

A l'unanimité et sans la moindre réticence *officielle*...

N'est-ce pas cela l'essentiel, n'est-ce pas leur mérite ?

L'essentiel pour de Gaulle, oui, qui aussi est le *Grand œuvre* de Jean Moulin, parce qu'il eut le courage d'imposer cette solution contre la volonté des mouvements coalisés. Quant à leur *mérite* de se soumettre à l'inéluctable, je dis non. C'était ça ou quoi ? Ça ou Darlan ? Ça ou Giraud ? Ils ont cotisé pour leur retraite ! A mes yeux, leur mérite inaltérable et Moulin l'a répété maintes fois, fut, d'avoir dénoncé, dès l'automne 1940, la *délectation morose* de Pétain, *booster* l'espérance et mobiliser l'énergie d'une poignée de réfractaires. Ce n'est pas rien. Ce n'est pas la faute des mouvements si, à la Libération, ils furent minoritaires, saignés par l'arrestation d'un tiers de leurs effectifs (100 000 résistants). Ces nouveaux "sans-culottes" ont préparé cahin-caha la libération du territoire. En dépit de l'hécatombe, ils y ont participé héroïquement. Encore aujourd'hui, ils demeurent l'alibi de l'inconduite des Français.

Vous l'exprimez un peu brutalement.

Si vous me jugez brutal, c'est que ma fonction m'imposa de vivre dans le circuit fermé de la *Résistance des chefs*. Au jour le jour, elle était déchirée par d'incessantes querelles. J'ai conservé un souvenir d'autant plus pénible de ces zizanies qu'elles furent couronnées par une trahison qui précipita la mort de mon patron. C'est pourquoi je répète souvent que je ne suis pas un "résistant" mais un Français libre. Mes frères d'armes, dont je suis fier par-dessus tout, ce sont mes camarades de juin 40 en Angleterre. La France nous avait reniés. Notre solitude à cette époque a créé entre les *croisés* que nous étions une fraternité que ni le temps ni la mort n'ont altéré... Pardonnez cet aveu : la vérité est un scandale.

Revenons à votre interview et à la Résistance des chefs.

Disons que leur soutien unanime s'est exprimé au moment historique où il fallait qu'il s'exprime.

Ils n'étaient pas d'accord avec de Gaulle, ils l'étaient encore moins avec Moulin, mais à la fin des fins, quand il n'y a pas d'autre issue que la soumission, que faire ? La discorde, c'est quoi ? Ils combattent les Allemands et Vichy, ils veulent rétablir la République. Pourquoi sont-ils en désaccord avec le Général ? Parce qu'ils veulent diriger la Résistance, préparer la libération et disons le mot, prendre le pouvoir. Voilà le *non-dit* qui est au cœur de la grogne. Je vous parle à cœur ouvert. N'est-il pas temps de le faire ? Moulin avait le mauvais rôle. Il connaissait leurs arrière-pensées dans ce grand jeu de cache-cache. Ce fut sa mission de les *réduire*. En juin 1943, il avait gagné : Delestraint aux commandes de l'Armée secrète, Moulin maître des Services centraux et président du CNR ; de Gaulle maître de la Résistance. On peut dire que Moulin avait réussi au-delà de toute espérance lorsqu'il fut trahi et assassiné.

Jean Moulin qui, plus tard, a été accusé de complicité, en tout cas de complaisance envers le parti communiste, s'est opposé à lui quand la question de la lutte armée a été soulevée, il a même interrompu les versements d'argent qui leur étaient attribués jusque-là. Le général de Gaulle a rétabli plus tard ces versements et il a défini par une

directive précise les actions immédiates qu'on pouvait mener en France et ce qu'on devait faire pour aider le futur débarquement allié. Qu'en pensait Jean Moulin ?

Jean Moulin était un préfet jacobin. Quand on a dit "jacobin", on entend l'écho de la "Patrie en danger". Je crois que tout a été dit sur sa conception de la Résistance. Pour lui, elle était d'abord une armée : il y a ceux qui commandent, et ceux qui obéissent. A l'égard des communistes et du problème de "*l'action immédiate*", il avait horreur de la pagaille libertaire. Ni le BCRA ni Jean Moulin ne furent contre "*l'action immédiate*", c'est-à-dire saboter les usines, faire sauter les ponts et dérailler les trains. La France Libre proposa en permanence aux Anglais de remplacer les bombardements aveugles tuant des milliers de Français, par des équipes de saboteurs, comme au Creusot, où deux volontaires arrêtaient les usines. Pour une raison inconnue, que les archives britanniques révéleront peut-être un jour, les Anglais ont toujours refusé. En revanche, ce que de Gaulle, lui-même, interdit en octobre 1941, ce sont les attentats aveugles entraînant des représailles contre la population. Les communistes utilisaient cette tactique parce qu'ils prétendaient susciter des vocations de résistants. A l'inverse, Moulin souhaitait, selon les instructions de l'état-major allié, une concertation dans la préparation des opérations afin de détruire des objectifs militaires et non de provoquer des tueries de hasard dans le métro ou dans la rue, n'avançant en rien l'issue de la guerre.

Le conflit était là.

Les états-majors alliés ne croyaient pas au développement de la lutte armée en France et la suite a montré qu'ils avaient tort.

C'est une autre question. Les sabotages étaient efficaces, ils auraient pu l'être bien davantage. Quant à la lutte armée, il n'y avait pas en France, à cette époque, une culture de la rébellion armée. La France n'était pas la Yougoslavie. C'est dans l'application de ces directives que Moulin s'est heurté aux communistes, en leur rappelant : "*Puisqu'ils versaient leurs groupes d'action à l'Armée secrète, ceux-ci devenaient des unités militaires qui n'avaient plus qu'à obéir*". Il ajouta même qu'ils devaient "*claquer les talons*".

La position du général de Gaulle a évolué. Ses directives du début de 1943 ont fait de la lutte armée l'une des tâches de la Résistance française. Il a même soumis un projet de lutte armée à Churchill qui l'a refusé (17). Et la formation des maquis impliquait naturellement la lutte armée.

Evidemment. Moi-même, j'avais 23 ans, je rêvais de tout faire sauter, c'est d'ailleurs pour ces coups de main que j'avais été entraîné. À l'origine, les Alliés ne croyaient pas à l'efficacité militaire de la Résistance. Sous divers prétextes, ils rechignaient à parachuter des armes. Le voyage du général Delestraint à Londres en mars 1943 modifia leur appréciation parce que Delestraint avait fait des études militaires en Amérique, et rencontré à Londres d'anciens camarades américains. Découvrir qu'un général de son âge (65 ans), ancien chef de De Gaulle, s'engageait dans la bataille clandestine, était, à leurs yeux, une caution authentique. Deux mois plus tard, son arrestation justifia leurs doutes sur le *sérieux* de la Résistance. Moulin, lui-même apprenant son arrestation, mesura aussitôt l'ampleur de la catastrophe pour l'avenir de la Résistance militaire.

Toutes les autorités ont été en présence de ce problème de la lutte armée. Jean Moulin l'a été à une période où l'état-major allié demeurait très méfiant envers les actions immédiates, dont une grande partie des Résistants français, dont les communistes mais d'autres aussi, étaient

partisans et dont le général de Gaulle a voulu qu'elles soient organisées, selon les directives qu'il a données à la Résistance intérieure. Mais Jean Moulin a disparu avant que le problème soit réellement tranché.

Après sa mort, le problème militaire hiberna. Les FFI furent créés en décembre 1943, le Comité d'action militaire (COMAC) en mars 1944. En pratique, bien que les communistes soient devenus majoritaires dans cet organisme, la question demeurait celle du premier jour : qui dirige l'Armée secrète ? La Résistance ou de Gaulle ? La réponse demeura en suspens jusqu'à la descente des Champs-Élysées le 26 août 1944. Le peuple de Paris trancha en clamant sa foi en de Gaulle. *Vox populi* en forme de désaveu des résistants contestataires. Humiliante apothéose pour ceux qui avaient combattu le Général... avec fidélité !

Une fois mené à bien le projet de constitution du Conseil national de la Résistance tel que le général de Gaulle l'a envisagé, deux épisodes sont intervenus d'une part la tentative de Roosevelt, à laquelle il a rallié Churchill, d'écarter le général de Gaulle et de le liquider politiquement, avec la réponse du cabinet de guerre britannique, et d'autre part, l'accord passé avec le général Giraud sur la constitution du CFLN. Sur ces deux points, quel a été le résultat de l'action menée par Jean Moulin ?

Je vous ai dit que Moulin est arrivé à Londres le 14 février 1943 après la première proposition de négociation politique de De Gaulle à Giraud du 9 février 1943. Je fus témoin de la conversation qu'il eut à ce sujet avec Bidault (18), le soir de son retour le 22 mars. De Gaulle avait proposé à Giraud de constituer une Assemblée consultative dans laquelle, curieusement, la Résistance était absente : aucun de ses représentants n'y siégeait. Moulin fit remarquer au Général que sa légitimité ne dépendait pas des conseils généraux, ni des quelques parlementaires émigrés en Amérique ou prisonniers en Afrique du Nord. Elle était détenue par la Résistance qui représentait son meilleur atout (pour ne pas dire le seul) contre Giraud et les Alliés. Donc la Résistance devait être majoritaire. Il lui fit remarquer également le danger de l'élection d'un gouvernement par cette Assemblée. Dans la mesure où elle détenait ce privilège, elle avait celui de le répudier. A la suite de manœuvres occultes, de Gaulle risquait d'être liquidé. En conséquence, le rôle de l'Assemblée devait être purement consultatif et le gouvernement devait être constitué avant sa convocation.

Quant au CNR, les historiens discutent encore pour déterminer son poids décisif dans les discussions de Gaulle-Giraud. J'ai expliqué, en 1983, la nature du télégramme de Moulin du 8 mai 1943, informant de Gaulle de la constitution du CNR et lui adressant une motion de confiance de la Résistance. Ce message provoqua un grand remue-ménage à Londres et fut critiqué par l'entourage même du Général, Massigli (19), Dejean (20), Catroux, etc.

Depuis mon travail, les analyses ont été affinées, mais personne n'a découvert le document décisif prouvant une relation de cause à effet entre ce télégramme et la décision de Giraud d'inviter de Gaulle à Alger.

Il n'en reste pas moins que si ce télégramme n'eut pas d'effet direct pour briser l'ostracisme de Giraud, il révéla une réalité politique incontournable : de Gaulle était bien le seul chef de la Résistance et Giraud, en dépit de ses forces militaires et territoriales, ne pouvait y prétendre. Pourtant, la volonté de Moulin d'apporter à de Gaulle la légitimité de la Résistance, ce ne fut pas la motion du 27 mai du CNR qui lui donna, mais le télégramme du 8 mai. De Gaulle écrivit dans ses Mémoires : "*J'en fus, à l'instant même plus fort...*" C'est la vérité. Désormais il était devenu, sans fanfaronnade, le chef de la Nation résistante. Ce fut un viatique politique

qui lui permit de vaincre à Alger en s'appuyant sur l'Assemblée consultative qui tirait sa légitimité du CNR et uniquement de lui. De là son importance institutionnelle, dont je souligne qu'il n'eut pas d'équivalent dans les résistances européennes.

La création du CNR a eu aussi son importance au moment où Roosevelt a tenté une nouvelle fois d'éliminer politiquement le général de Gaulle, démarche à laquelle il avait rallié Churchill et que le cabinet de guerre anglais a rejeté. Avec les conséquences que l'on sait.

Le 21 mai 1943, Churchill envoya, au cabinet britannique, un télégramme exigeant d'en finir avec de Gaulle : *"Le mouvement de Résistance en France qui est au cœur même de la mystique gaulliste, ne s'identifie pas à cet homme vaniteux et malveillant"*. C'est Eden - soutenu par Attlee et les ministres travaillistes - qui plaida en faveur de De Gaulle. Il fit état du télégramme de Moulin, prouvant qu'il était bien le chef de la Résistance française et, de ce fait, impossible à répudier. Curieux retournement de l'histoire : le destin de De Gaulle s'est joué ce jour-là sur la fidélité et l'intelligence d'Anthony Eden qui, au nom du Cabinet, lui avait pourtant écrit, le 20 janvier 1942, un an auparavant : *"Il ne serait pas prudent, nous le craignons, de nous fier, (...) à la supposition que le Comité national possède l'adhésion, ouverte ou secrète, d'une très grande majorité des citoyens français"*.

(1) Militant d'extrême droite, député de Bordeaux. Après l'armistice de juin 1940, il adhère avec ardeur à la politique de collaboration. Ministre de l'Information dans le gouvernement Laval en janvier 1944, il est condamné à mort par la Résistance et exécuté quelques semaines avant la Libération par un commando de résistants au 10 rue de Solferino.

(2) Successeur de Xavier Vallat au Commissariat général aux questions juives en 1942.

(3) Professeur à la Sorbonne, auteur de nombreux ouvrages sur l'Histoire et la sociologie contemporaine rallié à la France libre en 1940, Raymond Aron fut éditorialiste du Figaro de 1947 jusqu'à sa mort.

(4) Officier de marine puis journaliste, il fonde dès 1940 en zone sud un mouvement de Résistance, Libération, ayant pour organe clandestin un journal du même nom. Il y rassemble des syndicalistes, des chrétiens, des socialistes et des communistes. Il effectue de nombreuses liaisons entre la France et Londres, et une mission aux Etats-Unis. En 1943, avec Jean Moulin, il participe à l'unification des mouvements de Résistance et devient commissaire à l'Intérieur du CFLN. Ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire, député de Paris de 1945 à 1958, il dirige le journal Libération. Il meurt en 1969.

(5) Dès l'automne 1940, il fonde en zone sud le mouvement de Résistance Libération nationale, puis après fusions avec d'autres, devient chef du mouvement Combat, qui a le plus grand nombre de militants, et dirige le journal clandestin du même nom. Appelé à Londres par le général de Gaulle puis à Alger, il entre au Comité de libération nationale en novembre 1943, devient commissaire aux prisonniers, réfugiés et déportés et reste ministre du gouvernement jusqu'en novembre 1945.

(6) Publiciste et résistant, il fonde, en zone sud, le mouvement Franc-Tireur et le journal clandestin du même nom.

(7) La consigne donnée par de Gaulle est : « Or, actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer d'Allemands ». Il s'en voudra de l'avoir donnée en ces termes comme l'atteste l'édition définitive de ses Mémoires de guerre : « La consigne que je donne pour l'instant pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer d'Allemands ». Il approuve personnellement la lutte armée comme le montre la réponse qu'il fait à Maurice Schumann, qui lui-même les déplorait comme entraînant des « représailles inutiles » : « Pas du tout ! C'est terrible, mais ce fossé de sang est nécessaire, c'est dans ce fossé de sang que se noie la collaboration. Les cinquante morts ont rendu un service immense à la France. Le

monde entier sait que c'est le mécanisme de l'occupation qui joue en France, et non celui de la collaboration ».

(8) Un des principaux dirigeants de Combat, membre du CNR, arrêté, déporté, député à l'Assemblée consultative, puis directeur de Combat et de France-Observateur.

(9) Représentant de Libération-Sud au CNR.

(10) Résistant, chargé plus particulièrement de la lutte contre la déportation des travailleurs français, commissaire de la République à Lyon aussitôt après la libération de la ville, il y accueille le général de Gaulle le 14 septembre 1944.

(11) Ecrivain français, cofondateur de la revue « Le grand jeu » (1928), il se consacre d'abord au journalisme. Son entrée dans la Résistance lui permet d'affirmer sa vocation d'écrivain (« Drôle de jeu », 1944) et le conduit à l'engagement politique dans les rangs du parti communiste (1952).

(12) Militant de la CGT, beau-fils de Jean Giraudoux, il est attaché, en 1939, au Commissariat à l'Information. Résistant, il est arrêté, parvient à échapper à la Gestapo et rejoint le général de Gaulle à Londres puis est arrêté de nouveau et déporté. Nommé ministre du Ravitaillement par le général de Gaulle. Membre des deux Assemblées constituantes, député de la Sarthe entre 1946 et 1958, il appartient à plusieurs gouvernements de la IV^e République.

(13) Député socialiste du Rhône. Dirigeant du mouvement Libération-Sud, avant de rejoindre Londres et de devenir commissaire à l'Intérieur à Londres puis à Alger.

(14) Homme politique français, ancien membre des Croix de Feu et du parti social français, amené par Pierre Brossolette, il va prendre le commandement d'une compagnie.

(15) Ancien élève de l'Ecole polytechnique, chef des émissions économiques et sociales à la Radiodiffusion française de 1936 à 1939, il rejoint le général de Gaulle à Londres où il est l'un des adjoints du colonel Passy. Délégué à l'Assemblée consultative d'Alger puis directeur-adjoint du cabinet du général de Gaulle de 1944 à 1946.

(16) Officier français, adjoint du colonel Passy au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), il organise les réseaux de renseignement dans la métropole et vient les inspecter à la fin de 1943.

*(17) Jusqu'au 11 décembre 1942, le Foreign Office avait opposé un veto à tout sabotage d'usine ou de matériel de guerre en zone sud. Le 19 mars 1943, le comité des chefs d'état-major répond aux propositions d'organiser la lutte armée en France de De Gaulle que l'action devait y être limitée en 1943 à des actions de « sabotage de communications et d'objectifs militaires et industriels ». Mais de Gaulle donne à Moulin et Delestraint des directives prescrivant des « actions immédiates » en même temps que la préparation d'une insurrection au moment du débarquement allié. L'année suivante, Emmanuel d'Astier obtiendra de Churchill l'armement accéléré des maquis. In J.L. Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996 et Paul-Marie de La Gorce, *De Gaulle*, Perrin, 2000.*

(18) Agrégé d'Histoire, militant de l'Association catholique de la jeunesse française, il fonde l'Aube avec Francisque Gay, journal de la démocratie chrétienne. Après la défaite de 1940, il entre dans la Résistance au mouvement Combat et organise une véritable agence de presse pour les journaux clandestins. En 1943, il remplace Jean Moulin à la tête du CNR et accueille à ce titre le général de Gaulle à Paris le 25 août 1944. Ministre des Affaires étrangères dans le Gouvernement provisoire du général de Gaulle, il l'accompagne à Moscou en décembre 1944. Il est un des fondateurs du Mouvement républicain populaire (MRP). Député de la Loire, il est président du Gouvernement provisoire de juin à novembre 1946 et président du Conseil d'octobre 1949 à juin 1950.

(19) Représentant de la France à diverses conférences internationales de 1921 à 1932, il devient ambassadeur en Turquie en 1935. Il rejoint le général de Gaulle en janvier 1943 et

est nommé commissaire du Comité national pour les Affaires étrangères. Ambassadeur à Londres en 1944.

(20) Chef du service de presse à l'ambassade de France à Berlin de 1930 à 1939, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères en 1938-1940, il rejoint le général de Gaulle à Londres et devient, en février 1941, directeur des Affaires politiques de la France libre, commissaire aux Affaires étrangères à Londres (1942), conseiller diplomatique du Comité français de la Libération nationale (1943- 1944) et ministre plénipotentiaire auprès des gouvernements alliés à Londres (1944-1945).